



<p>VU l'arrêté préfectoral n° 2011-2050 du 26 avril 2011 relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Chasselay ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2011-2051 du 26 avril 2011 relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Chassieu ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2009-5834 du 13 octobre 2009 relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Châtillon-d'Azergues ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2011-2052 du 26 avril 2011 relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Chausson ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2009-2073 du 25 mars 2009 relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Chazay-d'Azergues ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2011-2053 du 26 avril 2011 relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Chenas ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2009-2094 du 25 mars 2009 relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Chenelette ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2009-2079 du 25 mars 2009 relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Chessy-les-Mines ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2009-5835 du 13 octobre 2009 relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Chevigny ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2011-2054 du 26 avril 2011 relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Chiroubles ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2009-2074 du 25 mars 2009 relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Civrieux-d'Azergues ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2009-2092 du 25 mars 2009 relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Claveisolles ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2011-2055 du 26 avril 2011 relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Cognj ;</p>	<p>VU l'arrêté préfectoral n° 2011-2056 du 26 avril 2011 relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Coise ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2007-5172 du 23 novembre 2007 relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Collonges Au Mont d'Or ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2011-2057 du 26 avril 2011 relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Colombier-Saugnieu ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2008-5192 du 14 octobre 2008 relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Communay ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2006-1550 du 14 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Condrieu ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2011-1894 du 26 avril 2011 relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Corbas ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2011-2058 du 26 avril 2011 relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Corcelles-en-Beaujolais ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2010-6151 du 26 novembre 2010 relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Cours La Ville ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2009-5836 du 13 octobre 2009 relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Courzieu ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2007-5173 du 23 novembre 2007 relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Couzon Au Mont d'Or ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2006-1533 du 14 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Craponne ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2010-6152 du 26 novembre 2010 relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Cublize ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2006-1554 du 14 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Curis-au-Mont-d'Or ;</p>
<p>5</p> <p>Direction départementale des territoires du Rhône - 69-2019-01-28-001 - Mise à jour de l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers</p> <p>430</p>	<p>6</p> <p>Direction départementale des territoires du Rhône - 69-2019-01-28-001 - Mise à jour de l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers</p> <p>431</p>
<p>7</p> <p>Direction dpartementale des territoires du Rhone - 09-2019-01-24-001 - Mise à jour de l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers</p> <p>432</p>	<p>8</p> <p>Direction départementale des territoires du Rhone - 69-2012-01-28-001 - Mise à jour de l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers</p> <p>433</p>

12 / 20

13 / 20

Direction départementale des territoires du Rhne - 69-2012-01-28-001 - Mise à jour de l'information des usagers des locaux de biens immobiliers

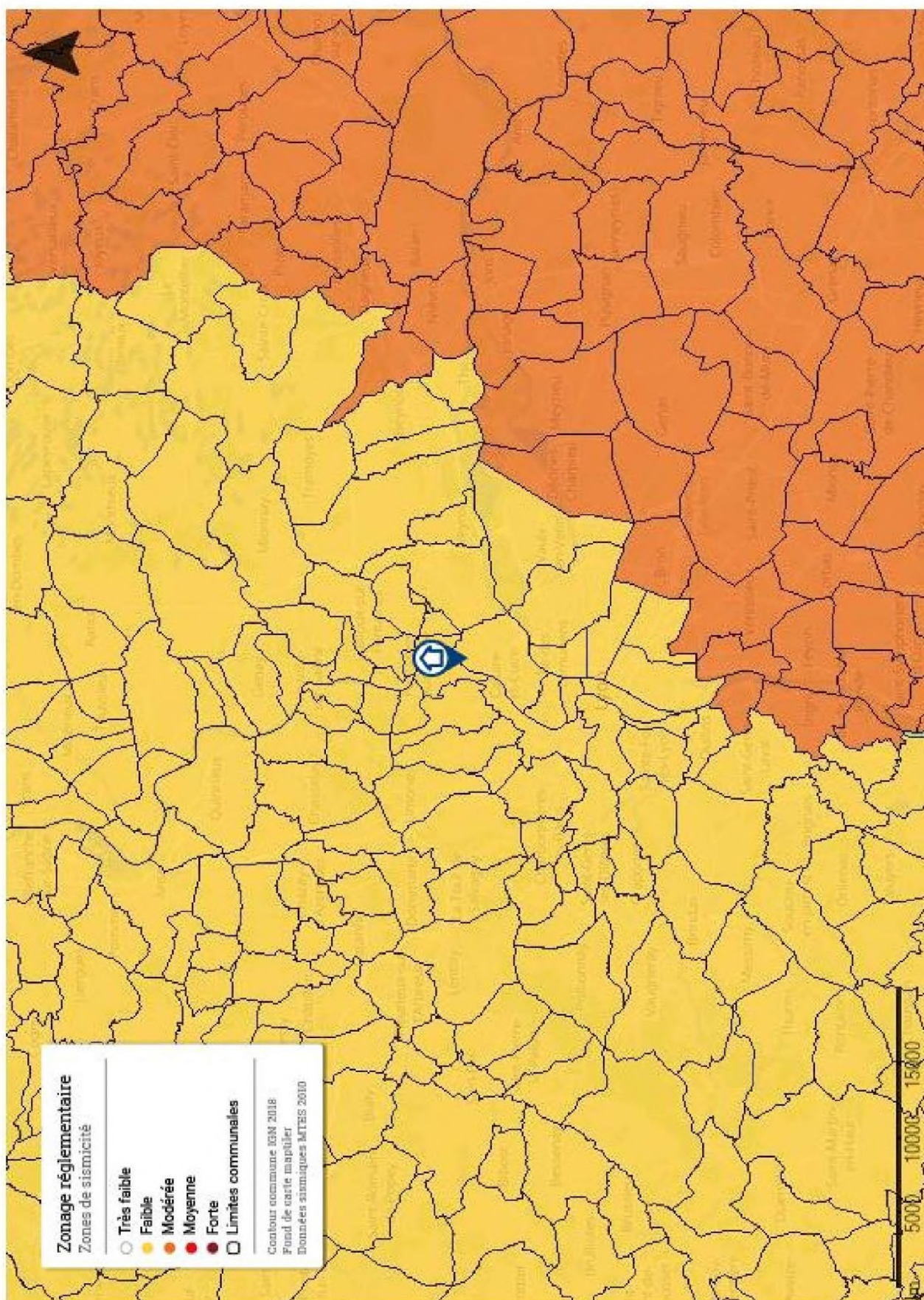


VU l'arrêté préfectoral n° 2006-1620 du 14 février 2006 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels sur les sinistres dans la commune de Sathonay-Camp ; VU l'arrêté préfectoral n° 2006-1621 du 14 février 2006 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels sur les sinistres dans la commune de Sathonay-Village ; VU l'arrêté préfectoral n° 2009-5866 du 13 octobre 2009 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels sur les sinistres dans la commune de Savigny ; VU l'arrêté préfectoral n° 2008-5201 du 14 octobre 2008 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels sur les sinistres dans la commune de Serezin-du-Rhône ; VU l'arrêté préfectoral n° 2008-5202 du 14 octobre 2008 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels sur les sinistres dans la commune de Simandres ; VU l'arrêté préfectoral n° 2009-2147 du 25 mars 2009 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels sur les sinistres dans la commune de Solaise ; VU l'arrêté préfectoral n° 2011-2107 du 26 avril 2011 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels sur les sinistres dans la commune de Soucieu-en-Jarrest ; VU l'arrêté préfectoral n° 2009-5867 du 13 octobre 2009 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels sur les sinistres dans la commune de Sourdeux-Mines ; VU l'arrêté préfectoral n° 2009-5868 du 13 octobre 2009 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels sur les sinistres dans la commune de Souza ; VU l'arrêté préfectoral n° 2011-2139 du 26 avril 2011 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels sur les sinistres dans la commune de Taluyers ; VU l'arrêté préfectoral n° 2009-5823 du 13 octobre 2009 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels sur les sinistres dans la commune de Taponas ; VU l'arrêté préfectoral n° 2009-5869 du 13 octobre 2009 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels sur les sinistres dans la commune de Tarare ; VU l'arrêté préfectoral n° 2006-1629 du 14 février 2006 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels sur les sinistres dans la commune de Tassin-la-Demi-Lune ;	VU l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels sur les sinistres dans la commune de Ternard ; VU l'arrêté préfectoral n° 2011-4939 du 20 octobre 2011 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels sur les sinistres dans la commune de Ternay ; VU l'arrêté préfectoral n° 2011-2141 du 26 avril 2011 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels sur les sinistres dans la commune de Theize ; VU l'arrêté préfectoral n° 2010-6162 du 26 novembre 2010 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels sur les sinistres dans la commune de Thel ; VU l'arrêté préfectoral n° 2010-6163 du 26 novembre 2010 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels sur les sinistres dans la commune de Thizy ; VU l'arrêté préfectoral n° 2011-2142 du 26 avril 2011 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels sur les sinistres dans la commune de Thurins ; VU l'arrêté préfectoral n° 2008-5207 du 14 octobre 2008 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels sur les sinistres dans la commune de Toussieu ; VU l'arrêté préfectoral n° 2011-2144 du 26 avril 2011 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels sur les sinistres dans la commune de Trades ; VU l'arrêté préfectoral n° 2010-6342 du 26 novembre 2010 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels sur les sinistres dans la commune de Treves ; VU l'arrêté préfectoral n° 2006-1633 du 14 février 2006 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels sur les sinistres dans la commune de Tupin-et-Semons ; VU l'arrêté préfectoral n° 2009-5870 du 13 octobre 2009 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels sur les sinistres dans la commune de Vaisonne ; VU l'arrêté préfectoral n° 2011-2145 du 26 avril 2011 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels sur les sinistres dans la commune de Vaugneray ; VU l'arrêté préfectoral n° 2011-2146 du 26 avril 2011 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels sur les sinistres dans la commune de Vaux-en-Beaужоais ;
21	22
Direction départementale des territoires de Rhône - 2019-01-28-01 - Mise à jour de l'information des occupants et des propriétaires de biens immobiliers - Si n'y a pas d'autres informations, le dossier est considéré comme valide.	Direction départementale des territoires de Rhône - 69-2019-01-28-001 - Mise à jour de l'information des occupants et des propriétaires de biens immobiliers
446	447
VU l'arrêté préfectoral n° 2007-5190 du 23 novembre 2007 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels sur les sinistres dans la commune de Vaux-en-Yvelin ; VU l'arrêté préfectoral n° 2011-2147 du 26 avril 2011 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels sur les sinistres dans la commune de Vauxrenard ; VU l'arrêté préfectoral n° 2009-2142 du 25 mars 2009 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels sur les sinistres dans la commune de Venissieux ; VU l'arrêté préfectoral n° 2009-2148 du 25 mars 2009 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels sur les sinistres dans la commune de Vernaison ; VU l'arrêté préfectoral n° 2011-2148 du 26 avril 2011 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels sur les sinistres dans la commune de Vernay ; VU l'arrêté préfectoral n° 2011-2149 du 26 avril 2011 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels sur les sinistres dans la commune de Ville-sur-Jarniou ; VU l'arrêté préfectoral n° 2009-5871 du 13 octobre 2009 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels sur les sinistres dans la commune de Villevieille ; VU l'arrêté préfectoral n° 2009-5824 du 13 octobre 2009 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels sur les sinistres dans la commune de Villenave-de-France ; VU l'arrêté préfectoral n° 2009-3944 du 20 juillet 2009 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels sur les sinistres dans la commune de Villeurbanne ; VU l'arrêté préfectoral n° 2011-2150 du 26 avril 2011 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels sur les sinistres dans la commune de Villefranche-sur-Saône ; VU l'arrêté préfectoral n° 2007-5191 du 23 novembre 2007 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels sur les sinistres dans la commune de Voullens ; VU l'arrêté préfectoral n° 2011-2151 du 26 avril 2011 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels sur les sinistres dans la commune de Yzeron ;	modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels sur les sinistres dans la commune de Bourg-Thizy-La-Chapelle ; Vaughnery en lieu et place des communes de Vaughnery et de Saint Laurent ; du 2 septembre 2016 relatif à la création de la commune de Cours-La-Ville, Thél et Pont-Trévis ; des formations bordées en lieu et place des communes de Liergues et Pouilly-le-François ; d'Oingt en lieu et place des communes de Bois-d'Oingt, Oingt et Saint-Laurent ; Beauvallon en lieu et place des communes de Saint-André-Le Châtelet, Le Château, Chassagny ; du 28 septembre 2018 relatif à la création de la commune de Portes-des-Pierres ; du 02 novembre 2018 relatif à la création de la commune de Bellevue et de Dorelles ; le 19 décembre 2018 relatif à la création de la commune de Barette, les Olmes et de La Chapelle ; du 20 décembre 2018 relatif à la création de la commune de Avenas, Monsois, Ouroux et de Trades ; du 27 juin 2018 portant délimitation des zones à potentiel racinaire ; du 03-2018-1-8-08-006 (Isère) : n° DT 18-2018-07-18-003 (Rhône) du 18 juillet 2018 portant approbation du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) des établissements Adisseo France et Jouanville ; du 15 novembre 2018 qui fixent la liste des sites classés pour leur dangerosité : Bellemeule, Brignat, Bron, Champagne-au-Mont-d'Auvergne, Charpieux-Génas, Givors, Grignon-Troisy, Les Ardillats-Lyon, Pierre-Benoite, Pusignan, Saint-Omer, Saint-Genès, Saint-Hippolyte, Saint-Jean, Saint-Priest, Saint-Romain-en-Gier, Saint-Symphorien-sous-Coise, Tarare, Venissieux, Villefranche-sur-Saône, Villeurbanne ;
23	24
Direction départementale des territoires de Rhône - 0-2019-01-24-001 - Mise à jour de l'information des occupants et des propriétaires de biens immobiliers	Direction départementale des territoires de Rhone - 69-2012-01-28-001 - Mise à jour de l'information des occupants et des propriétaires de biens immobiliers
448	449

16 / 20







Attestation d'assurance

* RESPONSABILITE CIVILE ENTREPRISE



ATTESTATION

AXA France IARD, atteste que :

MAGB DIAGNOSTICS
Monsieur Mathias ANTOLINOS
12 rue Joseph Carre
01700 MIRIBEL

Bénéficie du contrat n° 10755853504 souscrit par AGENDA France garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité incombant du fait de l'exercice des activités garanties par ce contrat.
Ce contrat a pour objet de :

- Satisfaire aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2005 - 655 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2006 - 1114 du 5 septembre 2006, codifié aux articles R 271-1 à R 212- 4 et L 271- 4 à L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses textes subséquents ;
- Garantir l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard fait des activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir ;

Sont couvertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'assuré, personne physique ou que les compétences de ses diagnostiqueurs salariés aient été certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagnostics réalisés :

Repérage listes A et B, constitution de DAPP et de DTA, évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de l'amiante, repérage liste C, repérage avant travaux immeubles bâtis, examen visuel après travaux de retrait de matériaux et contenant de l'amiante, dans tout type de bâtiment et plus généralement dans tout type d'ouvrage ou d'équipement de génie AVEC mention)
Constat de risque d'exposition au plomb (CREP), parties privatives et parties communes
Repérage de plomb avant travaux
Etat de l'installation intérieure d'électricité, parties privatives et parties communes
Etat de l'installation intérieure de gaz
Diagnostic de performance énergétique (DPE) tous types de bâtiments
Diagnostic de performance énergétique (DPE) avant et après travaux
Réalisation des attestations de prise en compte de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées
Conseil et Etude en rénovation énergétique sans mise en oeuvre des préconisations
Mesurage loi Carrez
Mesurage surface habitable - Relevé de surfaces
Plans et croquis à l'exclusion de toute activité de conception
Relevé de cotes pour la réalisation de plans d'évacuation et constat visuel de présence ou non de portes coupe-feu dans les immeubles d'habitation
Fiche de renseignement immeuble PERVAL/ Bien
Etat des lieux locatif
Constat logement décent
Prêt conventionné - Prêt à taux zéro - Normes d'habitabilité
Détermination de la concentration en plomb dans l'eau des canalisations
Installation de détecteurs de fumée
Diagnostic télétravail
Diagnostic de performance numérique
Constat sécurité piscine
Attestation d'exposition des formations argileuses au phénomène de mouvement de terrain différentiel
Etat des nuisances sonores aériennes (ENSA)
Etat des risques et pollutions (ERP)
Millièmes de copropriété, tantièmes de charges

Garantie RC Professionnelle : 3 000 000 € par sinistre et par année d'assurance et par Cabinet.

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.
Sa validité cesse pour les risques situés à l'Etranger des lors que l'assurance de ces derniers doit être souscrite conformément à la auprès d'Assureurs agréés dans la nation considérée.

La présente attestation est valable pour la période du 1^{er} avril 2022 au 1^{er} janvier 2023, sous réserve du paiement de la prime et de la suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Etablie à PARIS LA DEFENSE, le 14 avril 2022, pour la Société AXA



AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros

Siège social : 313, Terrasses de l'Arche 92727 Nanterre Cedex 722 957 460 A.C.S. Nanterre

Entreprise régie par la Code des assurances • TVA intracommunautaire n° FR 14 712 057 460

Opérations d'assurance exonérées de TVA = art. 2 61-6° CGI = sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

1/1

Attestation de surface habitable

Désignation de l'immeuble

Adresse : 8 MONTEE DU VERNAY
69300 CALUIRE ET CUIRE

Référence cadastrale : AK / 144

Lot(s) de copropriété : Sans objet N° étage : Sans objet

Nature de l'immeuble : Propriétés de deux batiments

Étendue de la prestation : Parties Privatives

Destination des locaux : Habitation

Date permis de construire : Antérieur à 1949



Désignation du propriétaire

Propriétaire : [REDACTED] – [REDACTED] 75020 PARIS

Si le propriétaire n'est pas le donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :

Qualité du donneur d'ordre :

Identification :

Identification de l'opérateur

Opérateur de mesurage : Mathias ANTOLINOS

Cabinet de diagnostics : AGENDA MAGB DIAGNOSTICS
12 RUE JOSEPH CARRE – 01700 MIRIBEL
N° SIRET : 910 908 755 00010

Compagnie d'assurance : AXA N° de police : 10755853504 Validité : DU 01/04/2022 AU 01/01/2023

Réalisation de la mission

N° de dossier : 2022-04-013 #SU

Ordre de mission du : 05/04/2022

Document(s) fourni(s) : Aucun

Commentaires : Néant

Cadre réglementaire

Article R156-1 du Code de la Construction et de l'Habitation : Règles dimensionnelles

Arrêté du 10 janvier 2017 relatif à l'information des consommateurs par les professionnels intervenant dans une transaction immobilière

Articles 2 et 3 de la Loi n°89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs



Nota : Sauf indication contraire, l'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

Limites du domaine d'application du mesurage

Les surfaces mentionnées ont fait l'objet d'un lever régulier et la superficie habitable est conforme à la définition de l'article R111-2 du Code de la Construction et de l'Habitation. Les mesures ont été réalisées à l'aide d'un mètre ruban et d'un télémètre laser, sur la base du bien tel qu'il se présentait matériellement au jour de la visite, et sont délivrées sous réserve du respect des affectations de surfaces conformément au permis de construire.

Synthèse du mesurage

Surface habitable : 469,03 m²

(quatre cent soixante neuf mètres carrés trois décimètres carrés)

Surface des annexes : 346,55 m² – Surface non prise en compte : 50,74 m²

Résultats détaillés du mesurage

LOCAUX	Commentaires	Surfaces habitables	Surfaces des annexes	Surfaces NPC ⁽¹⁾
Maison 1 Sous sol Dégagement 7	Sous-sol		5,18 m ²	
Maison 1 Sous sol Local piscine	Sous-sol		10,68 m ²	
Maison 1 Sous sol Cage escalier 4	Sous-sol		14,83 m ²	
Maison 1 Sous sol Piece 12	Sous-sol		57,58 m ²	
Maison 1 Sous sol Cave	Sous-sol		45,00 m ²	
Maison 1 Rez de chaussée Entrée	Porche d'accès		23,29 m ²	
Maison 1 Rez de chaussée Piece 1		27,00 m ²		
Maison 1 Rez de chaussée Dégagement		2,45 m ²		
Maison 1 Rez de chaussée Placard		1,50 m ²		
Maison 1 Rez de chaussée Courcives	Terrasse		12,48 m ²	
Maison 1 Rez de chaussée Piece 2		28,14 m ²		
Maison 1 Rez de chaussée Piece 3		28,82 m ²		
Maison 1 Rez de chaussée Piece 4		12,82 m ²		
Maison 1 Rez de chaussée Dégagement 2	Hauteur < 1,80 m			2,09 m ²
Maison 1 Rez de chaussée Dégagement 2		16,35 m ²		
Maison 1 Rez de chaussée Dégagement 3	Terrasse		12,10 m ²	
Maison 1 Rez de chaussée Dégagement 4	Sous-sol		15,88 m ²	
Maison 1 Rez de chaussée Dégagement 5	Sous-sol		3,15 m ²	
Maison 1 Rez de chaussée Dégagement 6	Sous-sol		13,28 m ²	
Maison 1 Rez de chaussée Cage escalier 1	Marches et cages d'escaliers			5,58 m ²
Maison 1 Rez de chaussée Appentis 2	Terrasse couverte		68,00 m ²	
Maison 1 1er étage Palier	Marches et cages d'escaliers			2,43 m ²
Maison 1 1er étage Piece 5		48,79 m ²		
Maison 1 1er étage Piece 6		28,27 m ²		
Maison 1 1er étage Piece 7		30,48 m ²		
Maison 1 1er étage Appentis	Remise		18,30 m ²	
Maison 1 1er étage Cage escalier 3	Marches et cages d'escaliers			5,65 m ²



LOCAUX	Commentaires	Surfaces habitables	Surfaces des annexes	Surfaces NPC ⁽¹⁾
Maison 1 1er étage Piece 8		13,86 m²		
Maison 1 1er étage Piece 8	Marches et cages d'escaliers			4,49 m²
Maison 1 2ème étage Mezzanine		11,39 m²		
Maison 1 2ème étage Palier 2	Marches et cages d'escaliers			2,38 m²
Maison 1 2ème étage Piece 9		49,56 m²		
Maison 1 2ème étage Piece 10		28,97 m²		
Maison 1 2ème étage Piece 11		30,32 m²		
Maison 1 3ème étage Palier 3	Marches et cages d'escaliers			8,14 m²
Maison 2 Rez de chaussée Entrée		19,82 m²		
Maison 2 Rez de chaussée Entrée	Marches et cages d'escaliers			3,28 m²
Maison 2 Rez de chaussée Chambre 1		15,48 m²		
Maison 2 Rez de chaussée Salle d'eau		6,17 m²		
Maison 2 Rez de chaussée Remise	Remise		46,80 m²	
Maison 2 1er étage Palier		2,43 m²		
Maison 2 1er étage WC		1,85 m²		
Maison 2 1er étage Séjour cuisine		37,34 m²		
Maison 2 1er étage Cage escalier 2	Marches et cages d'escaliers			4,71 m²
Maison 2 2ème étage Salle d'eau 2		4,10 m²		
Maison 2 2ème étage Salle d'eau 2	Hauteur < 1,80 m			1,99 m²
Maison 2 2ème étage Chambre 2		9,69 m²		
Maison 2 2ème étage Chambre 2	Marches et cages d'escaliers			4,21 m²
Maison 2 2ème étage Chambre 3		12,98 m²		
Maison 2 2ème étage Chambre 3	Hauteur < 1,80 m			4,49 m²
Maison 2 2ème étage Dressing		0,45 m²		
Maison 2 2ème étage Dressing	Hauteur < 1,80 m			1,30 m²
(1) Non prises en compte	SURFACES TOTALES	469,03 m²	346,55 m²	50,74 m²

Dates de visite et d'établissement de l'attestation

Visite effectuée le 22/04/2022

État rédigé à MIRIBEL, le 23/04/2022

Signature de l'opérateur de mesurage



Cachet de l'entreprise



AGENDA MAGB DIAGNOSTICS

12 RUE JOSEPH CARRE
01700 MIRIBEL

Tél : 06 77 26 52 58

SIRET : 910 908 755 00010 – APE : 7120B

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.



Attestation d'assurance

* RESPONSABILITE CIVILE ENTREPRISE



AXA France IARD, atteste que : MAGB DIAGNOSTICS

Monsieur Mathias ANTOLINOS
12 rue Joseph Carre
01700 MIRIBEL

2
0
3
2

Bénéficiaire du contrat n° 10755853504 souscrit par AGENDA France garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité incombant du fait de l'exercice des activités garanties par ce contrat.

Ce contrat a pour objet de :

- Satisfaire aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2005 - 655 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2006 - 1114 du 11 septembre 2006, codifié aux articles R 271- 1aR 212- 4eL 271- 4aL 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que les textes subséquents ;
- Garantir l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard de ses activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :

Sont couvertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'assuré, personne physique ou que les compétences des diagnostiqueurs salariés aient été certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des réalisations :

Repérage listes A et B, constitution de DAPP et de DTA, évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de l'amiante, repérage liste C, repérage avant travaux immeubles bâtis, examen visuel après travaux de retrait de matériaux et de l'amiante, dans tout type de bâtiment et plus généralement dans tout type d'ouvrage ou d'équipement de génie civil (AVEC mention)
Constat de risque d'exposition au plomb (CREP), parties privatives et parties communes
Repérage de plomb avant travaux
Etat de l'installation intérieure d'électricité, parties privatives et parties communes
Etat de l'installation intérieure de gaz
Diagnostic de performance énergétique (DPE) tous types de bâtiments
Diagnostic de performance énergétique (DPE) avant et après travaux
Réalisation des attestations de prise en compte de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées
Conseil et Etude en rénovation énergétique sans mise en oeuvre des préconisations
Mesurage loi Carrez
Mesurage surface habitable - Relevé de surfaces
Plans et croquis à l'exclusion de toute activité de conception
Relevé de cotes pour la réalisation de plans d'évacuation et constat visuel de présence ou non de portes coupe-feu dans les immeubles d'habitation
Fiche de renseignement immobilier PERVAL/ Bien
Etat des lieux locatif
Constat logement décent
Prêt conventionné - Prêt à taux zéro - Normes d'habitabilité
Détermination de la concentration en plomb dans l'eau des canalisations
Installation de détecteurs de fumée
Diagnostic télétravail
Diagnostic de performance numérique
Constat sécurité piscine
Attestation d'exposition des formations argileuses au phénomène de mouvement de terrain différentiel
Etat des nuisances sonores aériennes (ENSA)
Etat des risques et pollutions (ERP)
Millièmes de copropriété, tantièmes de charges

Garantie RC Professionnelle : 3 000 000 € par sinistre et par année d'assurance et par Cabinet.

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Sa validité cesse pour les risques situés à l'Etranger dès lors que l'assurance de ces derniers doit être souscrite conformément à la législation en vigueur auprès d'Assureurs agréés dans la nation considérée.

La présente attestation est valable pour la période du 1er avril 2022 au 1^{er} janvier 2023, sous réserve du paiement de la prime et de la suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Etablie à PARIS LA DEFENSE, le 14 avril 2022, pour la Société AXA

Willis Towers Watson France
Société au capital de 100 000 000 €
Siège social : 133 rue de la République, 92000 Nanterre
Tél. 01 41 43 50 50
211 249 000 - N° FR 115 114 6833
Taux de cotisation : 0,10 %

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 039 Euros

Siège social : 1313, Terrasses de l'Arenhe - 92727 Nanterre Cedex 722 957 460 A.C.S. Nanterre

Entreprise régie par la Code de l'assurance • TVA intracommunautaire n° R14 722 057 460

Opérations d'assurances exonérées de TVA = art. 261-6 CGI = sauf pour les garanties portées par AXA Assistance


1/1

AGENDA MAGB DIAGNOSTICS
12 RUE JOSEPH CARRE
01700 MIRIBEL
Tel : 06 77 26 52 58 – Fax :
Port : – mathias.antolinos@agendadiagnostics.fr



75020 PARIS

MIRIBEL, le 23/04/2022

Dossier : 2022-04-013 – 

Adresse : 8 MONTEE DU VERNAY

69300 CALUIRE ET CUIRE

Madame, Monsieur,

Conformément à votre ordre de mission, nous sommes intervenus le 22/04/2022 pour réaliser un repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans l'immeuble cité en référence.


Vous trouverez ci-joint le rapport correspondant à cette mission de repérage. Nous vous prions de nous retourner au plus tôt le coupon ci-dessous, daté et signé, afin de satisfaire aux obligations réglementaires liées à ce type de mission.

Nous vous remercions de la confiance que vous nous avez accordée et restons à votre disposition pour tout complément d'information que vous jugeriez utile.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments dévoués.

Mathias ANTOLINOS
Diagnosticteur AGENDA



Je, soussigné , certifie être en possession du rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante n° 2022-04-013.

Date :

Signature :

www.agendaexpertises.fr

**Amiante Plomb Termites Gaz Électricité DPE Loi Carrez ERP
État Des Lieux Logement Décent Assainissement DTG Millèmes...**

EURL au capital de 1.000 € - SIRET : 910 908 755 00010 - APE : 7120B
Assurance RCP n°10755853504 par AXA - Garantie 3.000.000 Euros